

Montpellier : immersion dans une réunion antifasciste



Manifestation antifasciste organisée par Sophie Mazas, présidente de la Ligue des Droits de l'Homme de l'Hérault en 2018 à Montpellier. Crédit : Lengadoc Info

Montpellier : immersion dans une réunion antifasciste

17/05/2021 – 11 h 00 Montpellier (Lengadoc Info) – Lors d'une réunion publique antifasciste organisée par le syndicat étudiant Solidaire-s à Montpellier, un de nos journalistes a réussi à pénétrer dans les coulisses de ce milieu obsessionnel et schizophrène. Ambiance...

Lutter contre le fascisme et l'extrême droite

Bien que la réunion organisée le 6 octobre 2020 soit annoncée comme publique, il a pourtant bien fallu montrer patte blanche, dès l'entrée. Chacun des 4 accès à la place où se tenait la réunion était contrôlé par des groupes de 5-6 militants, relativement jeunes, au look plutôt viril : jeans

noirs, casquettes noires, calqué sur la mode adoptée dans les tribunes de stade de football. Quelques crânes rasés et des bombers kaki qui cachent quelques skinheads d'extrême-gauche. Une culture qui était pourtant jusqu'à présent issu de la mouvance d'ultra-droite.

À l'intérieur, les chaises sont réglementairement très espacées, les masques obligatoires, le gel hydro-alcoolique à disposition. Les règles sanitaires sont respectées ce mardi soir dans la salle Guillaume de Nogaret, mise à disposition du syndicat étudiant Solidaire-s pour présenter les moyens de lutter « *contre la présence de l'extrême droite dans les facultés françaises* » et dénoncer selon les orateurs « *l'extrême droite institutionnelle* » qui « *contamine par capillarité la droite française* ».

Quatre intervenants se sont succédé à la tribune. Deux hommes et deux femmes qui ont tâché de démontrer à l'assemblée l'actualité du combat antifasciste qui demeure « *l'alpha et l'oméga de l'ensemble de la classe politique de gauche* ». Une réalité qui a pourtant été difficile à mettre en lumière et qui n'a pas eu le goût d'enthousiasmer la cinquantaine de participants présents.



Une réunion antifasciste parrainée par Sophie Mazas de la Ligue des Droits de l'Homme...

Le spectre de l'évacuation de la fac de droit

Après un état des lieux « *du danger que représente l'extrême droite au sein des facultés françaises* », l'auditoire s'est vu présenter les liens supposés qui existent entre toutes les formations « *non progressistes* ». Noémie, jeune syndicaliste chez Solidaire-s a offert un voyage dans le temps jusqu'à Mai 68 et le Mouvement Initiative et Liberté (MIL). Le tout avec quelques tentatives d'amalgames, comme une potentielle « *responsabilité* » de Laurent Wauquiez ou de François Fillon, dans la mort du militant antifa Clément Méric, en juin 2013.

Dans le viseur de la passionaria antifasciste un spectre assez large : les groupes UNI, l'Action Française, Génération Identitaire ou encore la Cocarde étudiante désignés à la vindicte sans trop de nuances. Une carte « *interactive* » projetée sur un tableau signalait les emplacements des sections subversives. L'existence de sections militantes étant parfois uniquement attestée par du simple collage d'autocollants de ces fameux groupes « *d'extrême droite* ». Pour étayer leurs propos, les intervenants ont notamment évoqué « *la dangerosité* » du mouvement étudiant « *La Cocarde étudiante* » en se basant sur [la confrontation provoquée par des militants d'extrême gauche](#), le 17 octobre 2019 à la faculté de Nanterre.

L'avocate [maître Sophie Mazas](#), présidente de la Ligue des Droits de l'Homme de l'Hérault, a ensuite pris le relais de Noémie afin de faire le point sur « *l'affaire de la fac de droit* ». Une évacuation musclée, dans un amphithéâtre squatté par une centaine d'activistes d'extrême-gauche, s'opposant à la réforme des universités, menée dans la soirée du 22 mars 2018 par une demi-douzaine d'individus au visage masqué et armés de planches de bois. Une action au retentissement médiatique très important, qui impliquait notamment au moins

un professeur et le doyen de la faculté lui-même. Présentée « *comme l'apogée de la violence d'extrême-droite* » par l'avocate, contre des militants, qui de leur propre aveu, « *voulaient rejouer Mai 68* », jour du cinquantième du « *Mouvement du 22 mars* », considéré comme le point de départ de la révolte étudiante de 1968.

« **Ménard est plus Mussolini qu'Hitler** »

Didier Ribo et Joël Clerembaux, membres de l'association VISA 34 (Vigilance et Initiatives Syndicales Antifasciste) tentent pour leur part de faire une analyse de la « *gestion ultralibérale, ultra-autoritaire, empreinte de racisme et [...] xénophobe* » du maire de Béziers, Robert Ménard. Les agissements de l'édile biterrois n'auraient aucun secret pour ces deux cinquantièmes qui usent sans complexe du point Godwin. « *Robert Ménard est plus Mussolini qu'Hitler* » introduisent-ils devant une assemblée entièrement acquise à la cause.

Les deux militants syndicaux tentent alors de présenter le parcours politique des collaborateurs ayant permis la victoire de Robert Ménard à Béziers en 2014, pour certains, issus des milieux identitaires qui auraient « *joué le rôle des idiots utiles du ménardisme* », mais aussi ses anciennes rencontres avec Alain Soral et l'humoriste Dieudonné et son soutien à l'association SOS Chrétiens d'Orient. Côté politique, ce sont l'augmentation des budgets et des effectifs consacrés à la police municipale, le contenu du journal communal, ainsi que la fameuse installation de crèches de Noël dans les locaux de la mairie qui sont soulignés.

Robert Ménard nous est présenté comme « *un général sans armée qui utilise l'armée mexicaine de l'extrême droite* » pour se faire élire. Le parcours personnel du fondateur de Reporters Sans Frontières sera ensuite longuement mis en parallèle avec celui du dictateur fasciste italien. On entend donc une seconde fois que « *Ménard est plus Mussolini qu'Hitler, l'idée*

étant de caractériser la personne sans tomber dans les fantasmes qu'il peut y avoir par rapport à l'extrême droite... ». Un parallèle italien qui sera l'occasion de rappeler la pensée politique du théoricien marxiste Antonio Gramsci qui posait comme préambule à la prise du pouvoir politique, la conquête des idées par le combat culturel.

Une application de la pensée gramsciste par « *l'extrême droite qui impose les termes des débats, l'extrême droite qui excelle dans cet exercice* ». Un gramscisme de droite popularisé dans les années 80 par le GRECE et son chef de file, le penseur Alain de Benoist. L'ancien militant à la LCR et maire de Béziers se verra également affublé des étiquettes peu flatteuses « *d'opportuniste* » et de « *traître* ». Il sera également désigné comme admirateur de Donald Trump et sa stratégie électorale comparée à l'implantation de la famille Bompard dans le Vaucluse. Un exercice de style où les sentiments personnels semblent avoir pris le dessus sur l'analyse politique.

Le clivage Droite/Gauche vu de gauche

C'est au moment des échanges avec la salle que l'ambiance, jusque-là très scolaire, s'est enfin réchauffée. Une « *camarade de lutte* » assise au premier rang a voulu recadrer un jeune étudiant en philosophie qui avait posé le problème de la question de la liberté de conscience et de son corollaire, la liberté d'expression. Question centrale dont ne s'embarrassent visiblement pas les militants antifascistes, au premier rang desquels Sophie Mazas, garante des droits humains de la soirée. Mais les gens de droite sont-ils vraiment humains pour un antifasciste ? La question mérite d'être posée, vu ce qui nous attendait. Ce véritable « *recadrage* » est une pépite de dialectique progressiste qui met au jour la psychologie régissant la mouvance antifasciste.

« La grande différence entre les gens de gauche et de droite [...], c'est que l'idéologie de gauche elle, est pour le

bonheur, l'émancipation, pour le mieux vivre de l'Humanité globale. Les gens de droite, eux, ils bataillent parce qu'ils ont peur, ils sont aliénés, ils ont un esprit étroit, ils ont peur d'une chose, c'est qu'on leur retire le micro-truc qu'ils possèdent [...]. J'ai espoir qu'à force de côtoyer la diversité [...], leur monde s'élargisse et qu'un arc-en-ciel brille et qu'ils côtoient les migrants. ».

Une militante « progressiste »

On ressent réellement ici le besoin qu'éprouve cette dame de se raccrocher à un idéal de pureté et de marteler qu'il y a bien deux humanités. La lutte des classes est toujours vive entre les opprimés de gauche et les « *opresseurs possédants* » de droite. L'appel aux migrants, ces nouveaux « *damnés de la terre* » est là pour faire oublier que la gauche n'est plus à plaindre financièrement depuis longtemps. On nage déjà en pleine caricature. Mais la suite du propos réussit à aller bien au-delà de cette vision idéalisée.

« Les gens d'extrême-droite tuent. Les gens d'extrême-gauche bataillent et bien souvent meurent pour que plus personne ne meure et ne souffre. [...]. La colère d'extrême-gauche, elle apporte la Sécurité sociale, les congés payés, l'éducation gratuite [...]. La colère d'extrême droite, qui est triste, pathétique, apporte la mort, les camps de concentration et Hiroshima... ». Est-il besoin de commenter ? Durant cette tirade, la voix chevrotait et changeait de tonalité sous le coup du trop-plein d'émotion qui submergeait ce petit bout de femme, d'apparence si fragile pourtant...

Idéologie mortifère et Big Technologies

Cette vision antifasciste pour le moins tranchée avec d'un côté les gentils et de l'autre les méchants, ne doit pas être considérée comme une lubie d'illuminés. Aujourd'hui, plus de goulag pour « *soigner* » les déviants politiques. Les techniques sont différentes et tendent à organiser la mort

sociale de ceux qui ne se plient pas au politiquement correct.

Ce politiquement correct est en train de se doter des techniques les plus modernes pour contrôler ce que tout un chacun, dit, pense, achète, écoute, vote... Les fameuses « Big Tech », qui, à grand coups d'algorithmes sont à l'œuvre pour supprimer, petit à petit, toute liberté... La mise au pas d'une partie de l'humanité par les Gafam, ces grandes entreprises de la « Silicon Valley » que sont Google, Amazon, Facebook, Apple et Microsoft, n'hésitent plus à bâillonner ceux qui pensent mal. Des entreprises privées qui se placent hors juridiction, et au-dessus des États, de leurs lois et au-delà de tout principe démocratique. Ce que Georges Orwell avait cauchemardé dans son célèbre *1984* est bel et bien en train de se réaliser.

Photos : Lengadoc Info/DR

Lengadoc-info.com, 2020, dépêches libres de copie et diffusion sous réserve de mention de la source d'origine.